

<b>DEPARTEMENT</b>
SAONE ET LOIRE
<b>CANTON</b>
PIERRE DE BRESSE
<b>COMMUNE</b>
ST GERMAIN DU BOIS

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté – Egalité – Fraternité*

**ARRETE DU MAIRE**

Le Maire de la commune de Saint Germain du Bois

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 ;

Vu le code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 à R. 110-3 R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I – 8<sup>e</sup> partie – signalisation temporaire ; et les textes subséquents qui l'ont complété ;  
 Considérant que des travaux de réparation casse génie civil, décroustage et réhausse de chambres sur réseau télécom existant sont à effectuer **Chemin de la Basse Revaillère**, à la demande de NETPC chez SOGELINK TSA 70011 69134 Dardilly Cedex ;

Considérant que l'intérêt de la sécurité et de l'ordre public rend nécessaire la réglementation de la circulation sur cette portion de route ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : **A compter du lundi 12 septembre 2022 et pour une durée de 30 jours**, l'entreprise est autorisée à réaliser les travaux énoncés ci-dessus. **La circulation sera alternée par feux tricolores** afin de réaliser les travaux énoncés ci-dessus. La vitesse sera limitée à **30km/h**

**ARTICLE 2** : Le dépassement des véhicules légers et des poids lourds sera interdit au droit du chantier hormis pour les engins réalisant les travaux.

**ARTICLE 3** : La signalisation réglementaire résultant des présentes dispositions sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux et ce sous son entière responsabilité, la collectivité ne pouvant être aucunement incriminée dans cette mise en place, ni d'ailleurs dans tout incident ou accident découlant du chantier.

**ARTICLE 4** : L'accès des riverains à leur propriété sera facilité et assuré par l'entreprise qui aura à charge de les avertir du chantier.

**ARTICLE 5** : Toutes mesures seront prises par ladite entreprise pour protéger et sécuriser les abords du chantier.

**ARTICLE 6** : La remise en état de la chaussée et accotements est à la charge exclusive du permissionnaire.

**ARTICLE 7** : La Secrétaire Générale, la Gendarmerie sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'entreprise chargée des travaux, à la DRI et à la CCB71.

Fait à Saint Germain du Bois, le 29 août 2022

Le Maire,  
Mme Nadine ROBELIN



*Mix en ligne le* 1 / SEP. 2022

